Le Soir
PANORAMA

LETTRE DE PROVINCE

L'HEURE EST GRAVE, PARLEZ MONSIEUR LE PRÉSIDENT

Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

Alors que le pays vacille sous les assauts du terrorisme, le chef de l'Etat continue à observer un incompréhensible mutisme. Face à la consternation générale, il n'a pas encore cru nécessaire de s'exprimer sur cette horreur qui frappe au quotidien les populations. Une centaine de morts en moins de trois semaines serait insuffisante pour enfin l'émouvoir ou, pour le moins, lui arracher quelques mots de compassion.

Certes, depuis quelques années déjà, les Algériens ont appris à ne pas s'étonner de la morgue qu'affiche en toutes circonstances leur président. Mais si, par le passé, ils ont volontiers expliqué ces postures altières par la ruse calculée consistant à se défausser des conséquences fâcheuses, aujourd'hui ils n'en comprennent pas cette persistance. En ces temps de trouble mortel, il en va autrement de ce pays en proie à tous les délitements.

A six mois de la fin de son mandat et dans une atmosphère délétère qui tétanise la totalité des institutions, les devoirs de sa charge n'auraient-ils pas dû le pousser à adopter un autre style ? Le chaos qui s'installe progressivement ne l'appelle-t-il pas à réagir autrement que par le silence ? C'est-à-dire le convaincre que sa place est dans les avant-postes de l'exécutif où sa parole est la première thérapie contre la gangrène qui ronge l'Etat. Car la tragédie qui se joue de nos jours le concerne personnellement autant qu'elle affecte le moral de la communauté. Lui qui n'a pas formellement renoncé à ses ambitions est donc tenu, plus que par le passé, d'expliquer et s'expliquer sans détour au sujet des évènements graves qui se déroulent sous nos yeux.

Est-il par conséquent irrévérencieux de l'interpeller en ce sens ? Exiger de son président qu'il s'exprime dans de pareilles circonstances ne traduit-il pas d'abord un désarroi collectif même si pour sa part il se sentirait abusivement offensé ?

Parlez Monsieur le Président ! Faites-le avant qu'il ne soit «trop» tard pour ce pays qui succombe chaque jour sous le poids du doute et de la mort violente ! Plus qu'une prière, c'est un appel au secours que vous seul ne semblez pas entendre. Car, lorsque se conjugue l'incompétence notoire des intendants de la république (comme vous-même l'aviez souligné récemment), au regain du terrorisme, ne pensez-vous pas Monsieur le Président que vos sujets sont désormais en droit de demander des comptes à votre magistère.

Même s'il n'est pas dans le rôle des administrés de faire la leçon à la majesté du pouvoir ceux-là sont par contre qualifiés pour juger sur pièce de la qualité de ses dirigeants. A la fois garde-fou contre les dérives des pouvoirs et source des véritables légitimités, les opinions demeurent, en dépit de toutes les manipulations, l'unique étalon des gouvernants.

Que ces derniers les ignorent ne les rend ni plus crédibles ni meilleurs que ce qu'ils sont. En effet, il y a plus de pertinence dans les évaluations populaires que dans les exégèses de nos hommes politiques. La prudence et les impairs dans la communication de ces derniers renseignent justement sur leurs médiocres performances. Face à eux, l'opinion condamnée à l'expectative et sans repère pour décrypter les arcanes du pouvoir ne peut que spéculer jusqu'à la raillerie au sujet des turpitudes de celui-ci. Or, ce sont des conduites de ce genre qui finissent par générer les pires des fractures sociales. La profonde crise morale et politique que subit le pays ne peut donc être résorbée que si au sommet de l'Etat l'on prenne le temps nécessaire de dialoguer avec le peuple et surtout ne plus lui mentir. C'est de cela qu'il s'agit aujourd'hui et dont seul vous, Monsieur le Président, avez la responsabilité d'engager votre parole. Cela voudrait dire qu'il vous incombe, non seulement, le devoir d'établir votre bilan sans concession mais également d'impulser un nouvel élan pour réhabiliter l'éthique politique. C'est de cette transparence, que l'on appelle le devoir de vérité, et de ce scrupule moral que rêve ce pays. Autrement dit, la société, à travers sa frange avancée qu'est l'opinion qui s'exprime, attend de votre magistère un effort pour réformer nos mœurs politiques, non pas dans leur formalisme institutionnel mais dans le code de conduite des affaires de la cité. C'est par conséquent dans cette direction que cette république vacillante devra trouver son salut. Jusque-là désespérée par l'imposture de l'islamisme politique, clochardisée économiquement, indigente culturellement, elle est définitivement désabusée par le discours grandiloquent sur la «grandeur de l'Etat», alors que celui-ci est squatté par des satrapes.

Autant vous dire, Monsieur le Président, qu'il y a urgence à renouer avec les écoutes sociales encore qu'il vous faudra rompre avec les attitudes de sphinx et que vous alliez à votre tour sur les territoires de la douleur quand des Algériens meurent sans savoir pourquoi.

Une citation, une seule, résume cette fonction morale attachée à votre magistère. On l'a doit à Montesquieu qui écrivit ceci il y a plus de deux siècles : «Carthage périt, parce que lorsqu'il fallut retrancher les abus, elle ne put souffrir la main de son Hannibal. Même Athènes tomba parce que ses erreurs lui parurent si douces qu'elle ne voulut pas en guérir. Et les Républiques d'Italie qui se vantent de la perpétuité de leur gouvernement, elles ne doivent en vérité se vanter que de la perpétuité de leurs abus.»

C'est parce que l'heure est grave et que le ciel algérien est chargé de menaces qu'il est de votre devoir, Monsieur le Président, de sortir de votre mutisme.

B. H.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

IL A DÉJÀ FAIT LE MAX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

Il y a 10 ans, jour pour jour, cinq enfants, cinq innocents répondant aux prénoms de Jamyl, Mehdi, Lyes, Hichem et Yacine étaient assassinés par les terroristes dans les sous-sols d'une des résidences officielles de l'Etat algérien, Djenane El-Mithak. Cette chronique est dédiée à leur mémoire et à celle, meurtrie à jamais, de leurs parents.

Le Fumeur de Thé

Après les derniers attentats, des voix se sont élevées pour exprimer de la colère et de la rage. Certaines de ces voix, en plus de la colère et de la rage, ont appelé Abdekka à intervenir, à faire quelque chose. Je suis sceptique face à ce genre d'appels. Le chef de l'Etat n'est pas un surhomme. En matière de terrorisme, il a beaucoup fait. Il a fait énormément. Ce que lui a fait, peu — pour ne pas dire aucun — autre chef de l'Etat avant lui ne l'avait fait. Il a fait des trucs énormes, impensables. C'est d'ailleurs le seul président qui a une vision claire du dossier «terrorisme». Mais, en plus de sa vision claire et de sa détermination, il a toujours eu un culot dont aucun autre ne peut se prévaloir. Et c'est ce culot-là qui lui a permis d'aller loin dans sa démarche. Loin. Très loin. Tellement loin que je ne vois franchement pas ce qu'il pourrait faire de plus aujourd'hui. Distribuer des distinctions et des titres honorifiques aux tangos ? Il l'a fait ! Mettre sur un pied d'égalité les tangos et l'armée régulière qui lutte contre eux, notamment en utilisant à plusieurs reprises le terme de «belligérants» ? Il l'a fait ! Libérer par vagues entières, par déferlantes les tangos au moment très précis où les maquis avaient grand besoin de main-d'œuvre ? Il l'a fait ! Faire faire ses campagnes électorales par des émirs tangos, assis au premier rang des meetings, juste à côté des responsables locaux de la lutte anti-terroriste ? Il l'a fait ! Criminaliser toute critique ou dénigrement des tangos ? Il l'a fait ! Suspendre et fermer les journaux anti-tangos et emprisonner leurs journalistes ? Il l'a fait ! Faire passer pour normal le fait qu'un tango assiste aux funérailles du numéro 2 de la lutte anti-tango ? Il l'a fait ! Distribuer des passeports spéciaux aux «leaders» tangos pour qu'ils aillent ensuite distiller leur venin à partir de pays du Golfe ? Il l'a fait ! Instruire l'administration pour qu'elle installe des guichets réservés où les tangos peuvent, sans être dérangés ni importunés, toucher leurs pensions et leurs frais médicaux ? Il l'a fait ! Il a fait tout ça, et plein d'autres choses tout aussi gigantesques, sinon plus. Que lui demander d'autre aujourd'hui ? Au fond, ce n'est qu'un homme. Mu, certes, par une énergie extraordinaire pour gérer le dossier «tangos». Mais un homme. Bachar ! Alors, cessons de trop lui en demander. Ce qu'il a fait jusque-là suffit. Amplement ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.